



## Dispute «Réinventer le système de santé»: contexte

Par Charles Kleiber, septembre 2018

Tout va bien. Les patients patientent, les soignants soignent, les consommateurs consomment, les hôpitaux hospitalisent, les assureurs assurent, l'espérance de vie espère, la connaissance médicale progresse, la qualité des soins est reconnue, la relation de soins se transforme, s'adapte, intègre les nouvelles technologies médicales et digère nos peurs archaïques. La grande machine à soigner fait des merveilles. Tout va bien, l'ordre sanitaire règne.

Mais la lente, silencieuse et inéluctable progression des coûts met en cause, dans ses fondements mêmes, notre modèle sanitaire. Cette irrésistible progression n'est que le symptôme d'une contradiction centrale qui ronge depuis longtemps le système de soins: le désir de santé est sans limites, les ressources sont limitées. Toujours plus, toujours mieux et après ? Nous ne cessons vouloir ce que nous ne pouvons avoir (la santé, le bien-être, la jeunesse, l'éternité...) et qui ne peut que nous échapper. Le manque est institué, la démesure nous menace, la maîtrise démocratique des dépenses de santé est perdue. La question du comment, comment soigner, comment accroître notre bien-être, comment prolonger la vie est partout. On a oublié le pourquoi.

Le « système » a trop promis: stimulé par l'innovation technologique, l'aversion à la maladie et la peur de la mort, prisonnier d'une régulation défailante et d'incitations contradictoires, paralysé par les intérêts particuliers, il n'est plus en mesure de maîtriser ses coûts et de garantir la pertinence de ses prestations. Il devait promouvoir l'autonomie des patients, il entretient leur dépendance. Il devait leur permettre de vivre avec la maladie, il médicalise la condition humaine et a fait de la mort un échec. Il devait être un investissement social, il est devenu un fardeau. Il devait être l'expression de la solidarité, il est menacé par le chacun pour soi et devient de plus en plus inégalitaire. Nous n'avons pas réussi à transformer notre désir de santé en politique de santé. Nous sommes prisonniers de nos contradictions.

Le système est bloqué. Et l'augmentation de la morbidité liée au vieillissement démographique et aux modes de vies contemporains ne va rien arranger, Les compromis conclus laborieusement, chaque année, entre les administrateurs du système ne suffiront bientôt plus pour assurer son équilibre. La numérisation ? Elle apportera des solutions et fera apparaître de nouvelles manières de soigner, de prévenir les maladies et d'organiser les soins. Elle augmentera la capacité de choix des patients et leur donnera un pouvoir nouveau. Mais elle pourrait aussi accroître nos contradictions et renforcer la marchandisation de la santé.

Nous ne savons pas où nous allons, mais nous y allons. Déjà, de nombreux patients renoncent à se soigner. Le système a peur, réagit par le contrôle, se bureaucratise, se judiciarise et désenchanté un nombre croissant de soignants et de soignés. La confiance se perd, l'impuissance règne, le système de soins est devenu la première préoccupation des Suisses. L'impasse n'est plus très loin.

Mais le scénario du pire n'est pas une fatalité. Des solutions existent, des modèles différents ouvrent des perspectives. Si nous voulons mettre l'autonomie et la qualité de vie des usagers au cœur du système, préserver l'accessibilité, la qualité et l'efficacité des soins et retrouver le contrôle démocratique sur le système de santé, il faut oser affronter nos contradictions et en tirer l'énergie du changement. En un mot: changer notre culture sanitaire. C'est la seule manière d'adapter notre système de soins au monde d'aujourd'hui et de retrouver la mesure.

Cette perspective exige de lancer un processus de réformes fondamentales. La montée en puissance de la figure du malade-citoyen capable de prendre des responsabilités et de participer aux décisions politiques ouvre des perspectives nouvelles. Il est désormais nécessaire de redonner la parole au peuple pour lui permettre de choisir en connaissance de cause et de poser des limites. Lui seul a la légitimité de décider quelle politique de santé nous voulons, ce que nous voulons payer pour nos soins, quelle organisation nous voulons promouvoir et comment les intérêts privés légitimes doivent prendre en compte le bien public. La démocratie suisse est assez forte pour relever ce défi.